

§ 3. Een artikel 28bis, luidend als volgt, wordt in voormeld koninklijk besluit nr. 65 ingevoegd :

"Artikel 28bis. 1° Eén betrekking van werkmeester kan in stand gehouden worden telkens als de prestaties beroepspraktijk in totaal ten minste 180 lestijden bereiken.

Mits het aantal opdrachten beroepspraktijk met volledige prestaties niet lager is dan de hieronder vermelde minima, mogen de volgende betrekkingen in stand gehouden worden :

- 2 betrekkingen : 12 opdrachten - 360 lestijden beroepspraktijk;
- 3 betrekkingen : 18 opdrachten - 540 lestijden beroepspraktijk;
- 4 betrekkingen : 25 opdrachten - 750 lestijden beroepspraktijk;
- 5 betrekkingen : 32 opdrachten - 960 lestijden beroepspraktijk;
- 6 betrekkingen : 39 opdrachten - 1 170 lestijden beroepspraktijk.

Als die minima niet gedurende 2 opeenvolgende schooljaren bereikt worden, vervallen de betrekkingen op de 30e september van het schooljaar volgend op het 2e jaar uitstel.

2° De betrekkingen van werkplaatsleider gekoppeld aan de 3e betrekking van werkmeester worden evenzo in stand gehouden of afgeschafte."

Art. 17. Artikel 2, c van het koninklijk besluit nr. 67 d.d. 20 juli 1982 houdende de wijze van vaststelling van de ambten van het paramedisch personeel in de inrichtingen voor buitengewoon onderwijs, met uitzondering van de internaten of semi-internaten, wordt aangevuld met volgende woorden "behoudens afwijking verleend door de Executieve op de wijze en volgens de criteria die ze vaststelt".

Art. 18. Een artikel 13bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in het koninklijk besluit nr. 184 van 30 december 1982 houdende de wijze van vaststelling, voor de rijksinstituten voor buitengewoon onderwijs, van de ambten van het paramedisch personeel en van het personeel toegekend in het kader van het internaat :

"Artikel 13bis. Binnen de perken van het lestijdenpakket en met inachtneming van de wettelijke, decretale en reglementsbevestigingen, kan het ambt van maatschappelijk assistent opgericht worden in de categorie maatschappelijk personeel."

Art. 19. Dit decreet treedt in werking op 1 september 1991, behalve artikel 14 dat uitwerking heeft vanaf 1 september 1990.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 1991.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve, belast met Cultuur en Communicatie,
V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
F. GUILLAUME

F. 91 — 2575

19 JUILLET 1991. — Décret relatif à la carrière des chercheurs scientifiques (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1er. — Dispositions générales

Article 1er. Sont soumis aux dispositions du présent décret :

- 1° les différents services administratifs ou scientifiques de la Communauté française;
- 2° les institutions universitaires suivantes : l'Université de Liège, l'Université de Mons-Hainaut, l'Université libre de Bruxelles, l'Université Catholique de Louvain, la Faculté des sciences agronomiques de Gembloux, les Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur, les Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles, la Faculté polytechnique de Mons et la Faculté universitaire catholique de Mons;
- 3° le patrimoine des institutions universitaires de la Communauté française et du musée de Mariemont;

(1) Session 1990-1991.

Documents du Conseil. — N° 208 — N° 1. — Projet de décret. N° 2. — Rapport. N° 3. — Amendements.
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 10 juillet 1991.

4° l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, l'Académie royale de médecine et l'Académie royale de langue et de littérature française;

5° tout organisme, institution ou entreprise qui aura signé à cet effet une convention avec l'Exécutif de la Communauté française, après avis motivé du Fonds national de la Recherche scientifique.

Art. 2. Pour bénéficier des dispositions du présent décret, il faut :

1° être titulaire d'un diplôme de deuxième cycle au moins, délivré par une institution énumérée à l'article 25 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires ou d'un diplôme reconnu équivalent par les dispositions légales, décrets ou réglementaires;

2° être engagé sous le régime du contrat de travail par une institution prévue à l'article 1^{er} et y exercer des activités de recherche-développement;

3° ne pas être rémunéré à charge de l'allocation de fonctionnement prévue, pour les institutions universitaires, par la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

Art. 3. Par recherche-développement, il faut entendre la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement expérimental.

CHAPITRE II. — *La carrière scientifique*

Art. 4. La carrière du personnel visé à l'article 2 comporte cinq niveaux :

niveau A : assistant de recherche;

niveau B : charge de recherche;

niveau C : chercheur qualifié;

niveau D : maître de recherche;

niveau E : directeur de recherche.

Art. 5. Par ancienneté scientifique, il faut entendre la durée effective des activités de recherche-développement exercées par l'intéressé, même de manière discontinue, depuis la date d'obtention du diplôme visé à l'article 2, 1^o, ainsi que la durée des activités exercées comme assistant dans une des institutions universitaires visées à l'article 1^{er}, 2^o.

Cette durée est calculée en services « équivalents temps plein » par mois de trente jours, la dernière fraction de mois étant négligée.

Art. 6. La qualification correspondant à l'un des niveaux B à E est reconnue par l'Exécutif dans les trois mois, sur proposition de l'institution où le candidat exerce des activités de recherche-développement, ou de la commission de qualification visée à l'article 8.

L'Exécutif détermine les procédures de reconnaissance de la qualification.

Art. 7. Les propositions des institutions sont introduites auprès de l'Exécutif avant le 31 mars ou avant le 1^{er} septembre de chaque année, sur requête du candidat.

Ces propositions sont motivées; elles sont visées par le candidat.

Art. 8. § 1^{er}. En cas de désaccord entre l'institution concernée et le candidat, celui-ci peut introduire un recours auprès de la commission de qualification compétente.

§ 2. Il est créé des commissions par groupe de disciplines scientifiques. Elles sont composées de neuf membres, à savoir :

1° trois personnalités scientifiques extérieures aux institutions visées à l'article 1^{er};

2° trois membres appartenant au personnel académique des institutions universitaires énumérées à l'article 1^{er}, 2^o;

3° trois membres appartenant au personnel scientifique définitif des institutions universitaires énumérées à l'article 1^{er}, 2^o, ou appartenant au cadre des mandataires du Fonds national de la Recherche scientifique.

Ces membres sont nommés par l'Exécutif sur proposition du conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique.

Art. 9. La commission fait une proposition dans un délai de trois mois, le requérant et un représentant de l'institution concernée ayant été entendus.

Sa proposition est motivée et est communiquée à l'Exécutif, au requérant ainsi qu'à l'institution concernée.

Art. 10. La qualification d'assistant de recherche (niveau A) est acquise pendant toute la durée de ses activités de recherche-développement, à toute personne visée à l'article 2.

Art. 11. La qualification de chargé de recherche (niveau B) peut être reconnue à toute personne visée à l'article 2, titulaire d'un diplôme de docteur obtenu à la suite de la défense publique d'une dissertation originale et d'une thèse.

Art. 12. La qualification de chercheur qualifié (niveau C) peut être reconnue à toute personne visée à l'article 2, titulaire d'un diplôme de docteur obtenu à la suite de la défense publique d'une dissertation originale et d'une thèse, et qui compte une ancienneté scientifique de huit années au moins.

Art. 13. La qualification de maître de recherche (niveau D) peut être reconnue à tout chercheur qualifié qui compte au moins quatre années d'ancienneté scientifique au niveau C et qui est titulaire du diplôme d'agrégé de l'enseignement supérieur.

Art. 14. A défaut du diplôme de docteur obtenu à la suite de la défense publique d'une dissertation originale et d'une thèse, ou à défaut du diplôme d'agrégé de l'enseignement supérieur, le candidat à l'un des niveaux B à D doit justifier d'une production scientifique jugée équivalente par la commission de qualification compétente et, pour le niveau B, compter une ancienneté scientifique de quatre ans au moins.

Art. 15. La qualification de directeur de recherche (niveau E) peut être reconnue à tout maître de recherche qui compte au moins quatre années d'ancienneté en cette qualité.

Art. 16. Les qualifications de charge de recherche, de chercheur qualifié, de maître de recherche et de directeur de recherche sont reconnues pour une durée indéterminée.

CHAPITRE III. — *Les rémunérations*

Art. 17. L'Exécutif fixe les échelles de traitements des titulaires des niveaux A, B, C et D conformément aux échelles de traitements prévues à l'article 3 de l'arrêté royal du 21 avril 1985 portant statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat, moyennant les adaptations suivantes :

- a) le barème d'assistant de recherche correspond à celui d'assistant;
- b) le barème de chargé de recherche correspond à celui de premier assistant;
- c) le barème de chercheur qualifié correspond à celui de chef de travaux;
- d) le barème de maître de recherche correspond à celui de chef de travaux-agrégé.

Art. 18. L'Exécutif fixe l'échelle de traitement du directeur de recherche conformément à l'échelle de traitement de chargé de cours, tel qu'il est fixé par l'article 36 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat. Ce traitement ne peut être inférieur à celui dont l'intéressé bénéficiait en qualité de maître de recherche.

Art. 19. Les chercheurs reconnus aux niveaux A, B, C et D bénéficient, dans l'échelle correspondante, d'une ancienneté pécuniaire égale à leur ancienneté scientifique.

Art. 20. Les traitements visés aux articles 17 et 18 sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation en même temps et de la même manière que ceux du personnel scientifique des universités.

Art. 21. Les institutions énumérées à l'article 1^{er} sont tenues d'allouer au titulaire d'une qualification correspondant à l'un des niveaux prévus à l'article 4 une rémunération au moins équivalente à celle calculée selon l'échelle de traitement attachée à ce niveau.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 22. Un article 44bis rédigé comme suit est inséré dans la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires :

« Article 44bis. Les institutions visées à l'article 25, *b, e, f, g, k, l, n, o* et *p* sont soumises aux dispositions du décret du relatif à la carrière des chercheurs scientifiques. »

Art. 23. Les personnes visées à l'article 2, en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent décret, bénéficient de ses dispositions à la date du 1^{er} janvier 1992, si elles sont liées par un contrat de travail à durée indéterminée et à la date du prochain contrat de travail si celui-ci est à durée déterminée ou à objet déterminé.

Art. 24. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juillet 1991.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

VERTALING

N. 91 — 2575

[S — 29489]

19 JULI 1991. — Decreet betreffende de loopbaan van de wetenschappelijke navorsers (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. De bepalingen van dit decreet zijn van toepassing op :

- 1° de verschillende administratieve of wetenschappelijke diensten van de Franse Gemeenschap;
- 2° de volgende universitaire instellingen : Universiteit te Luik, Universiteit Bergen-Henegouwen, "Université libre de Bruxelles", "Université Catholique de Louvain", Faculté der Landbouwwetenschappen te Gembloux, "Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix" te Namen, "Facultés universitaires Saint-Louis" te Brussel, "Faculté polytechnique" te Bergen en "Faculté universitaire catholique" te Bergen;

(1) *Zitting 1990-1991.*

Documenten van de Raad. — Nr. 208. — Nr. 1 — Ontwerp van decreet. Nr. 2. — Verslag. Nr. 3. — Amendementen.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 10 juli 1991.

3° het patrimonium van de universitaire instellingen van de Franse Gemeenschap en van het museum van Mariemont;

4° de Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België, de Koninklijke Academie voor Geneeskunde en de Koninklijke Academie voor Franse Taal- en Letterkunde;

5° elke instelling of onderneming die met de Executieve van de Franse Gemeenschap ter zake een overeenkomst afsluit, op gemotiveerd advies van het "Fonds national de la Recherche scientifique".

Art. 2. Om het voordeel te genieten van de bepalingen van dit besluit dient men :

1° houder te zijn van een diploma van ten minste de tweede cyclus, uitgereikt door één der instellingen vermeld in artikel 25 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen of van een diploma dat bij decreet of bij de wets- en reglements-bepalingen als gelijkwaardig wordt beschouwd;

2° door een in artikel 1 vermelde instelling in dienst te zijn genomen onder het stelsel van een arbeidsovereenkomst en er ontwikkelings- en onderzoekswerk te verrichten;

3° niet te worden bezoldigd ten laste van de werkingstoelage, voor de wetenschappelijke instellingen bepaald bij de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen.

Art. 3. Met ontwikkelings- en onderzoekswerk bedoelt men fundamenteel en toegepast wetenschappelijk onderzoek en experimenteel ontwikkelingswerk.

HOOFDSTUK II. — *Wetenschappelijke loopbaan*

Art. 4. De loopbaan van het personeel bedoeld bij artikel 2 omvat vijf niveaus :

niveau A : onderzoeksassistent;

niveau B : aangesteld navorser;

niveau C : bevoegd verklaard navorser;

niveau D : onderzoeksleider;

niveau E : onderzoeksdirecteur.

Art. 5. Onder wetenschappelijke anciënniteit dient te worden verstaan de werkelijke duur van de prestaties inzake onderzoek en ontwikkeling die belanghebbende heeft verstrekt sinds hij het in artikel 2 bedoelde diploma behaalde, zelfs indien ze onderbroken werden, alsook de duur van de activiteit als assistent in één van de in artikel 1, 2°, bedoelde universitaire instellingen.

De duur van voormelde prestaties wordt als dienstprestaties gelijkgesteld met een volledige opdracht, in maanden van dertig dagen berekend, waarbij het laatste gedeelte van een maand niet wordt meegerekend.

Art. 6. De kwalificatie die overeenstemt met de niveaus B tot E wordt door de Executieve binnen de drie maanden erkend, op de voordracht van de instelling waar de kandidaat zijn onderzoeks- en ontwikkelingswerk verricht of van de in artikel 8 vermelde kwalificatiecommissie.

De Executieve bepaalt de wijze waarop de kwalificatie wordt erkend.

Art. 7. De instellingen dienen hun voorstellen bij de Executieve in vóór 31 maart of 1 september van elk jaar, op aanvraag van de kandidaat.

Die voorstellen zijn met redenen omkleed; ze worden door de kandidaat geïllustreerd.

Art. 8. § 1. Bij onenigheid tussen de betrokken instelling en de kandidaat kan deze bij de bevoegde kwalificatiecommissie een bezwaarschrift indienen.

§ 2. Per groep wetenschappelijke disciplines worden commissies opgericht, bestaande uit negen leden, nl. :

1° drie wetenschappelijke personaliteiten die niet tot de in artikel 1 bedoelde instellingen behoren;

2° drie leden van het academisch personeel van de in artikel 1, 2°, vermelde universitaire instellingen;

3° drie leden van het vastbenoemd wetenschappelijk personeel van de in artikel 1, 2°, vermelde universitaire instellingen, of mandatarissen van het "Fonds national de la Recherche scientifique".

De leden worden op voorstel van de Raad van bestuur van het "Fonds national de la Recherche scientifique" door de Executieve benoemd.

Art. 9. De commissie doet binnen de drie maanden een voorstel na de aanvrager en een vertegenwoordiger van de betrokken instelling te hebben gehoord.

Het met redenen omkleed voorstel wordt aan de Executieve, de aanvrager en de betrokken instelling medegedeeld.

Art. 10. Elke in artikel 2 bedoelde persoon bezit de kwalificatie van onderzoeksassistent (niveau A) voor de volledige duur van zijn ontwikkelings- en onderzoekswerk.

Art. 11. De kwalificatie van aangesteld navorsers (niveau B) kan worden toegekend aan elke in artikel 2 bedoelde persoon, die houder is van een doctorsdiploma behaald na verdediging in het openbaar van een originele verhandeling en van een proefschrift.

Art. 12. De kwalificatie van bevoegdverklaard navorsers (niveau C) kan worden toegekend aan elke in artikel 2 vermelde persoon die houder is van een doctorsdiploma, behaald na verdediging in het openbaar van een originele verhandeling en van een proefschrift, en die ten minste acht jaar wetenschappelijke anciënniteit heeft.

Art. 13. De kwalificatie van onderzoeksleider (niveau D) kan worden toegekend aan elk bevoegdverklaard navorsers die ten minste vier jaar wetenschappelijke anciënniteit in niveau C heeft en die houder is van het diploma van geaggregeerde voor het hoger onderwijs.

Art. 14. Een kandidaat voor de niveaus B tot D, die niet houder is van een doctorsdiploma, behaald na verdediging in het openbaar van een originele verhandeling en van een proefschrift, of van het diploma van geaggregeerde voor het hoger onderwijs, moet het bewijs leveren dat hij wetenschappelijk werk heeft verricht dat door de bevoegde kwalificatiecommissie als gelijkwaardig wordt beschouwd, en voor niveau B, dat hij een wetenschappelijke anciënniteit van ten minste vier jaar heeft.

Art. 15. De kwalificatie van onderzoeksdirecteur (niveau E) kan toegekend worden aan elke onderzoeksleider met in die hoedanigheid ten minste vier jaar anciënniteit.

Art. 16. De kwalificaties van aangesteld navorsers, bevoegdverklaard navorsers, onderzoeksleider en onderzoeksdirecteur worden voor onbepaalde duur erkend.

HOOFDSTUK III. — *Bezoldiging*

Art. 17. De Executieve stelt de weddeschalen voor de titularissen van de niveaus A, B, C en D vast overeenkomstig de weddeschalen bepaald in artikel 3 van het koninklijk besluit van 21 april 1965 houdende bezoldigingsregeling van het wetenschappelijk personeel van de Staat, evenwel met de volgende aanpassingen :

- a) het barema van onderzoeksassistent stemt overeen met dat van assistent;
- b) het barema van aangesteld navorsers stemt overeen met dat van eerstaanwezend assistent;
- c) het barema van bevoegdverklaard navorsers stemt overeen met dat van werkleider;
- d) het barema van onderzoeksleider stemt overeen met dat van werkleider-geaggregeerde.

Art. 18. De Executieve stelt de weddeschaal voor het onderzoeksdirecteur vast overeenkomstig de weddeschaal van docent zoals vastgesteld door artikel 36 van de wet van 28 april 1953 houdende organisatie van het universitair Rijksonderwijs. Deze bezoldiging mag niet lager zijn dan die welke de betrokkene als onderzoeksleider genoot.

Art. 19. De navorsers die hun erkenning in de niveaus A, B, C en D hebben bekomen, hebben in de overeenkomstige weddeschaal een geldelijke anciënniteit, gelijk aan hun wetenschappelijke anciënniteit.

Art. 20. De wedden bedoeld in de artikelen 17 en 18 zijn gekoppeld aan de schommelingen van de indexprijzen van de consumptieprijzen, op het tijdstip en op de wijze bepaald voor het wetenschappelijk personeel van de universiteiten.

Art. 21. De in artikel 1 vermelde instellingen moeten de houders van een kwalificatie die overeenkomt met één van de in artikel 4 bepaalde niveaus, een bezoldiging toekennen die ten minste gelijk is aan de bezoldiging berekend volgens de weddeschaal die aan bedoeld niveau verbonden is.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 22. In de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen wordt een artikel 44*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 44*bis*. De instellingen vermeld in artikel 25, b, e, f, g, k, l, n, o en p zijn onderworpen aan de bepalingen van het decreet van betreffende de loopbaan van de wetenschappelijke navorsers."

Art. 23. De in artikel 2 bedoelde personen, die in dienst zijn op de datum waarop dit decreet van kracht wordt, genieten het voordeel van de bepalingen van dit decreet op 1 januari 1992 indien ze aangesteld zijn onder de voorwaarden van een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur, en op de datum van de volgende arbeidsovereenkomst indien het om een overeenkomst van bepaalde duur of met een bepaald doel gaat.

Art. 24. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1991.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 1991.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve, belast met Cultuur en Communicatie,
V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
F. GUILLAUME

F. 91 — 2576

[S — 29490]

14 AOUT 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant les articles 163 et 165 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1er modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973 et 19 décembre 1974 et par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment les articles 163 et 165 remplacés par l'arrêté royal du 1er août 1984;

Vu le protocole du 29 septembre 1990 du Comité de Secteur X;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 15 juillet 1991,

Arrête :

Article 1er. Dans l'article 163 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, remplacé par l'arrêté royal du 1er août 1984, les mots "entrant en ligne de compte pour l'établissement de la pension de retraite", sont remplacés par les mots "admissibles pour l'ouverture du droit à la pension".

Art. 2. Dans l'article 165, § 1er, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, remplacé par l'arrêté royal du 1er août 1984, les mots "entrant en ligne de compte pour l'établissement de la pension de retraite", sont remplacés par les mots "admissibles pour l'ouverture du droit à la pension".

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur trois mois après la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Ministre ayant le statut des personnels de l'enseignement de la Communauté française dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 août 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,
Y. YLIEFF